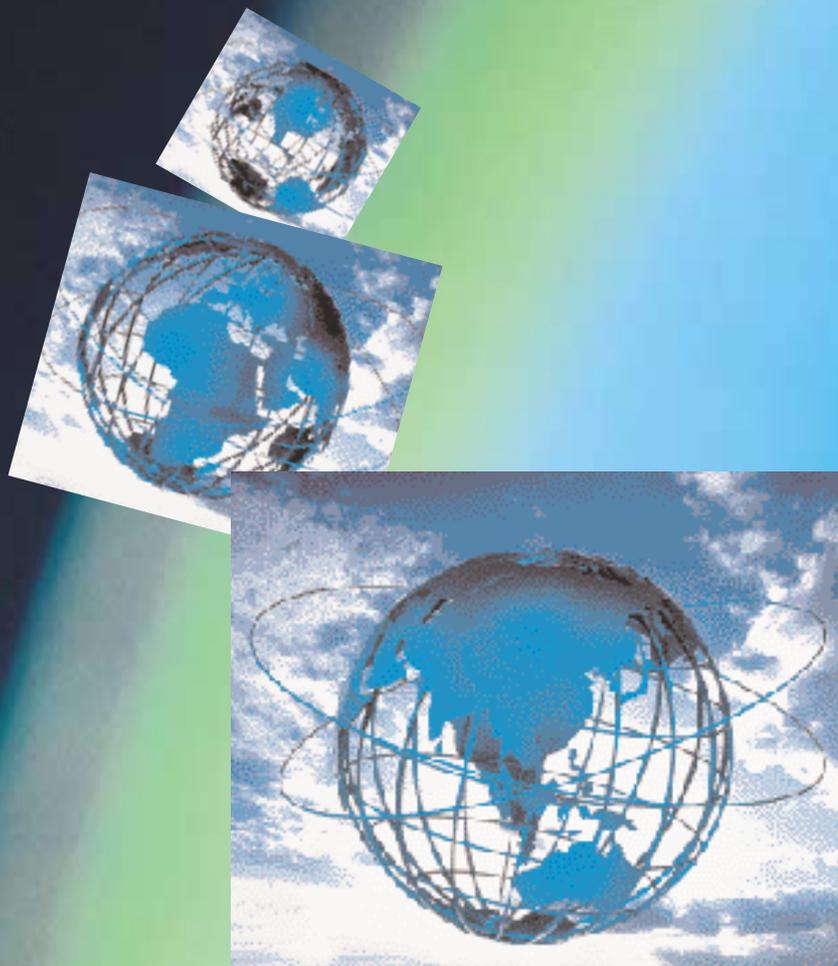




Ministry of Foreign Affairs, Japan



Japan and the Least Developed Countries

~Beyond one dollar a day~

Le Japon et les pays les moins avancés

~Plus qu'un dollar par jour~

Ministry of Foreign Affairs, Japan



Foreword

During the latter half of the twentieth century, development advanced at a pace never before equaled in history, bringing many benefits to mankind. Such benefits notwithstanding, there was no decrease in the population living in poverty in developing countries, particularly in the least developed countries (LDCs). Of the world's population totaling roughly 6.0 billion, as many as 1.2 billion people are living today on no more than one dollar a day. In recent years, increasing globalization has brought new development issues to light. We cannot overlook the developing countries, and above all LDCs, whose people are suffering from poverty and strife and have not reaped the benefits of globalization.

For sustainable development to take place in LDCs, it will be necessary for developed countries, developing countries, NGOs, and other members of the international community as a whole to work together cooperatively toward this goal. The development of LDCs and other developing countries was a major topic of discussion at the G8 Kyushu-Okinawa Summit held in July 2000.

Japan is actively supporting LDCs in a variety of areas, including trade, official development assistance (ODA), and debt relief, in order that these LDCs, which face many problems including poverty, may resolve these problems and develop in the direction of sustainable development. In fact, since 1991, Japan has provided more international assistance than any other country in the world for nine years in a row. Japan is also an important source of aid to support LDCs. On the occasion of the Third United Nations Conference on the LDCs, an important forum for discussion of international efforts for LDCs over the next ten years, this pamphlet provides an introduction to the relationship between Japan and LDCs in several areas including trade, ODA, and debt relief.

Avant-propos

La seconde moitié du 20^{ème} siècle a non seulement vu l'humanité accomplir des progrès jusqu'alors sans précédent au cours de son histoire mais s'est également révélée être une époque qui a profité des résultats de ce développement. Toutefois, la population souffrant de la pauvreté dans les pays en développement, et en particulier dans les pays les moins avancés (PMA), ne montre aucune tendance à la diminution et, aujourd'hui encore, 1,2 milliards de personnes sur les 6 milliards d'habitants de la planète environ vivent avec un dollar par jour. En outre, les progrès récents de la mondialisation ont mis en relief de nouveaux problèmes de développement. En effet, loin de bénéficier des avantages de cette mondialisation, les pays en voie de développement et PMA, en proie à la pauvreté et déchirés par les conflits, sont dans une situation qui ne peut plus être passée sous silence.

Afin que PMA connaissent un développement durable, il est nécessaire que la communauté internationale toute entière, à savoir les pays industrialisés, les pays en développement et les ONG entre autres, s'allient et agissent en coopération. C'est dans cette perspective que les progrès des pays en développement, dont les PMA, ont constitué un des principaux sujets abordés lors du sommet de Kyushu-Okinawa en juillet 2000.

Le Japon offre une assistance active dans les différents secteurs du commerce, de l'aide publique au développement et de la dette pour que PMA, confrontés à des problèmes divers tels que la pauvreté, puissent non seulement résoudre ces problèmes mais également enregistrer un développement soutenu et durable. En fait, le Japon est le plus grand bailleur de fonds du monde depuis 1991, et ce, pendant neuf années consécutives. Il est également un des principaux donateurs vis-à-vis des PMA. Nous espérons que cette brochure saura présenter les relations du Japon avec ces pays les moins avancés, dans les secteurs du commerce, de l'aide publique et de la dette, lors de la tenue de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA, réunion d'une importance capitale pour que la communauté internationale puisse étudier les engagements à prendre vis-à-vis de ces pays durant les dix prochaines années.

1 Trade Commerce

Highlights

I. Market access

- (1) Japan has expanded the preferential measures for LDCs in fiscal 2001. The measures include establishment of the category of products for which preferences (duty-free and quota-free) are granted only to LDCs and expansion of the list of countries eligible for such preferences.
- (2) As a result, approximately 360 items have been added to the duty-free list. In the case of mining and industrial products, about 99% of them have been made duty-free and quota-free.

II. Trade-related technical assistance

- (1) Japan supports, chiefly through bilateral assistance, LDCs in their capacity-building efforts making them capable of carrying out the WTO agreements and taking advantage of improved market access.
- (2) On March 2-4, the Okinawa Workshop on Trade-Related Capacity Building was held under the joint auspices of Japan and international organizations, including the WTO.

Points essentiels

I. Accès au marché

- (1) Le Japon a élargi les mesures préférentielles pour les PMA durant l'année fiscale 2001. Ces mesures incluent l'établissement d'une catégorie de produits pour lesquelles des préférences (exonérations de taxes et de quotas) sont accordées uniquement aux PMA ainsi que l'élargissement de la liste des pays ayant droit à ces mesures préférentielles.
- (2) En résultat, environ 360 catégories seront exemptées de taxes et les produits industriels seront, à 99% environ, exonérés non seulement de taxes mais également de quotas.

II. Assistance technique relative au commerce

- (1) Le Japon soutiendra, principalement dans le cadre d'une aide bilatérale, les pays en voie de développement dans le but d'une amélioration de leurs capacités pour la mise à exécution des accords de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et pour un meilleur accès aux marchés.
- (2) Une manifestation intitulée « Atelier d'Okinawa pour l'amélioration des capacités commerciales », a été organisée du 2 au 4 mars par le Japon et l'Organisation mondiale du Commerce.

I. Market access

1. Generalized System of Preferences (GSP)

Since April 2001, Japan has been implementing special measures, including the provision of exclusive tariff preferences for LDC products as a token of special consideration for LDCs. Following are the outlines of the measures:

(1) Exclusive tariff preferences were provided for approximately 360 LDC products. As a result, about 99% of the mining and industrial products have become duty-free and quota-free. Similar preferences are now available for all textile products.

(2) Kiribati, Democratic Republic of the Congo, Zambia and Tuvalu were added to the list of countries eligible for the special treatment for LDCs.

II. Trade-related technical assistance

1. Bilateral assistance

Japan provides, on a steady and sustainable basis, bilateral trade-related technical assistance, such as capacity-building projects related to the implementation of the WTO Agreements.

* In his address at the UNCTAD X in February 2000, ex-former Prime Minister Keizo Obuchi said, "..... recognizing the difficulties some of the developing countries face in implementing the WTO Agreements, Japan is prepared to provide support for human resource development targeting 2,500 personnel in developing countries over the next five years for capacity-building related to the implementation of the WTO Agreements."



Ex-former Prime Minister Keizo Obuchi speaking at the UNCTAD X. M. OBUCHI, ancien Premier ministre du Japon, lors de son discours à l'UNCTAD X

Photo:Cabinet Public Relations Office

I. Accès au marché

1. Système généralisé de préférences (SGP)

A partir de l'année 2001, le Japon a établi de nouvelles catégories préférentielles vis-à-vis des pays les moins avancés (exonérations de taxes et de quotas) en tant que mesures particulières pour ces pays. Un aperçu général de ces mesures est indiqué ci-après.

(1) Des catégories préférentielles ont été établies pour les pays les moins avancés uniquement, et environ 360 nouvelles catégories ont été incluses dans ce système de préférences. Ainsi, environ 99% des produits industriels sont exonérés de taxes et de quotas, au niveau de la ligne tarifaire. Et, pour ce qui est des produits textiles, c'est la totalité des articles qui sont exemptés de taxes.

(2) La République du Kiribati, la République Démocratique du Congo, la République de Zambie et Tuvalu ont été ajoutés à la liste des pays ayant droit aux mesures préférentielles pour les PMA.

II. Assistance technique relative au commerce

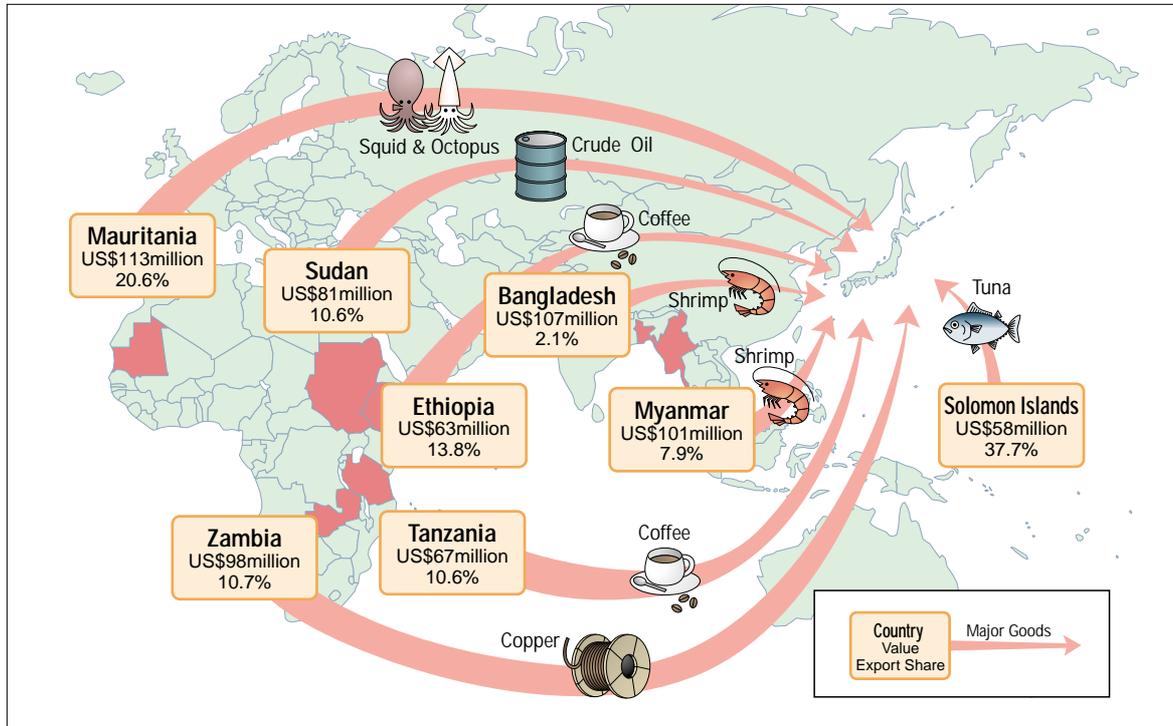
1. Aide bilatérale

L'assistance technique liée au commerce bilatéral est exécutée par le Japon de manière effective vis-à-vis des pays en voie de développement, en contribuant entre autres au renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre des accords de l'OMC.

* Discours de l'ancien Premier ministre du Japon, M. OBUCHI à l'UNCTAD X (en février 2000)

... reconnaissant les difficultés auxquelles sont confrontés certains pays en voie de développement pour mettre à exécution les accords de l'OMC, le Japon est prêt à fournir son aide pour le développement des ressources humaines, visant 2.500 personnes dans les pays en voie de développement dans les cinq prochaines années pour le renforcement des capacités relatives à la mise en œuvre des accords de l'OMC.

Major Trading Partners among LDCs
Principaux partenaires commerciaux du Japon parmi les PMA



G8's Major Trading Partners among LDCs (annual imports amounting to over \$50 million in 1999)
Tableau des principaux pays du G8 importateurs de PMA (Montant annuel des importations en 1999 : plus de 50 millions de dollars US)
 (Unité : US\$ million)

JAPAN		United States		Germany		France		Italy		Russia	
Mauritania	113	Angola	2570	Bangladesh	565	Bangladesh	338	Bangladesh	238	Guinea	66
Bangladesh	107	Bangladesh	2051	Angola	104	Madagascar	316	Mauritania	71		
Myanmar	101	Cambodia	620	Nepal	102	Maldives	175	Liberia	59		
Zambia	98	Myanmar	244	Cambodia	88	Niger	115	Sudan	57		
Sudan	81	Congo (Democratic)	238	Ethiopia	82	Mauritania	90				
Tanzania	67	Nepal	192	Malawi	79	Myanmar	64	United Kingdom		Canada	
Ethiopia	63	Guinea	147	Myanmar	60	Guinea	51	Bangladesh	441	nothing	
Yemen	58	Lesotho	112	Tanzania	59			Cambodia	96		
Solomon Islands	58	Madagascar	80	Madagascar	56						
Equatorial Guinea	51	Maldives	58								

Source: IMF DIRECTION OF TRADE STATISTICS YEAR BOOK 2000

2. Okinawa Workshop on Trade-Related Capacity Building

The workshop was held on March 2-4 under the joint auspices of Japan, the WTO, UNDP, and OECD/DAC. It brought together trade and aid officials from developed and developing countries as well as these international organizations. Participants exchanged views on ways of improving trade-related capacity, including the capacity for implementing the WTO Agreements in developing countries - namely, ways of effectively implementing and strengthening measures related to human resource development and infrastructure development.

2. Atelier d'Okinawa pour le renforcement des capacités commerciales

Cet atelier a été organisé du 2 au 4 mars à Okinawa, grâce à une collaboration entre le Japon, l'OMC, le PNUD et le CAD/OCDE. Les intervenants dans le secteur du commerce et de la coopération internationale des pays industrialisés, des pays en voie de développement et des organisations internationales ont participé à cette réunion et procédé à un échange de vues sur les procédures d'amélioration des capacités commerciales, y compris la mise en œuvre des accords de l'OMC, en d'autres termes sur les mesures d'exécution effective et de renforcement pour la formation de ressources humaines et l'aménagement des institutions dans les pays en voie de développement.

2

Official Development Assistance (ODA)

Aide publique au développement (APD)

Highlights

- (1) Japan's ODA tops the world for nine consecutive years (U.S.\$ 15,323 million in 1999)
- (2) The total amount of ODA to LDCs is also the largest in the world for two consecutive years (U.S.\$ 1,100 million in 1999).
- (3) Japan is the largest donor to 11 LDCs (*). (It was the second largest donor to seven LDCs in 1998).
- (4) The ratio of untied ODA was 96.4%, the fourth highest among the DAC countries, in 1999.

(*) : Yemen, Cambodia, Guinea-Bissau, Kiribati, Samoa, Solomon Islands, Nepal, Bangladesh, Benin, Myanmar (only humanitarian assistance), and Laos.

Points essentiels

- (1) Le Japon occupe de manière continue depuis neuf ans la première place en ce qui concerne le montant total de l'aide publique au développement. (15,323 milliards de dollars US en 1999)
- (2) Il occupe également la première place depuis deux années consécutives pour ce qui est du montant total de l'aide publique aux pays les moins avancés. (1,1 milliards de dollars US en 1999)
- (3) Le Japon est le plus grand pays donateur pour 11 pays les moins avancés (*). (Il arrive en seconde place comme donateur pour 7 pays les moins avancés en 1998.)
- (4) Avec un pourcentage d'aide non liée de 96,4%, le Japon arrive en quatrième place parmi les pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) en 1999.

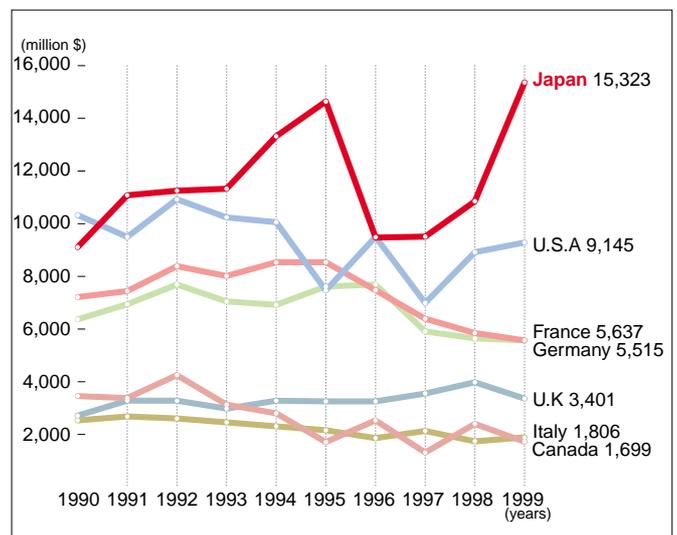
(*) : Yémen, Cambodge, Guinée-Bissau, Kiribati, Samoa, Iles Salomon, Népal, Bangladesh, Bénin, Myanmar (assistance humaine uniquement), Laos.

DAC Countries ODA Aides publiques au développement des pays du CAD

Country	1999				1998			
	Rank	ODA (US\$million)	Share	Growth rate(%)	Rank	ODA (US\$million)	Share	Growth rate(%)
Japan	1	15,323	27.2	44.0	1	10,640	20.4	13.7
United States	2	9,145	16.2	4.1	2	8,786	16.9	27.7
France	3	5,637	10.0	-1.8	3	5,742	11.0	-9.0
Germany	4	5,515	9.8	-1.2	4	5,581	10.7	-4.7
United Kingdom	5	3,401	6.0	-12.0	5	3,864	7.4	12.6
Netherlands	6	3,134	5.6	3.0	6	3,042	5.8	3.2
Italy	7	1,806	3.2	-20.8	7	2,278	4.4	79.9
Denmark	8	1,733	3.1	1.7	9	1,704	3.3	4.1
Canada	9	1,699	3.0	-0.5	8	1,707	3.3	-16.5
Sweden	10	1,630	2.9	3.6	10	1,573	3.0	-9.1
Norway	11	1,370	2.4	3.7	12	1,321	2.5	1.2
Spain	12	1,363	2.4	-1.0	11	1,376	2.6	11.5
Australia	13	982	1.7	2.3	13	960	1.8	82.2
Switzerland	14	969	1.7	7.9	14	898	1.7	-1.4
Belgium	15	760	1.3	-13.9	15	883	1.7	15.6
Austria	16	527	0.9	15.6	16	456	0.9	-13.5
Finland	17	416	0.7	5.1	17	396	0.8	4.5
Portugal	18	276	0.5	6.6	18	259	0.5	3.6
Ireland	19	245	0.4	23.1	19	199	0.4	6.4
Greece	20	194	0.3	8.4	20	179	0.3	3.5
New Zealand	21	134	0.2	3.1	21	130	0.2	-15.6
Luxembourg	22	119	0.2	6.3	22	112	0.2	17.9
DAC(Total Average)		56,378	100.0	8.2		52,084	100.0	7.4

Source: DAC "Development Co-operation 2000 REPORT"
Notes: 1. Countries listed according to ODA amounts. 2. Excluding aid for PART II countries

Trends in Major DAC Countries' ODA (net disbursement basis) Evolution des aides publiques au développement des principaux pays du CAD (basée sur le montant net de dépenses)



Source: DAC "Development Co-operation 2000 REPORT"
Note: Excluding aid for PART II countries

Cooperation for the Development of Renewable Energy Resources in Vanuatu (Solar Powered Generation)

Renewable energy technologies harness solar and wind power and other natural energy resources, and as such, serve an important role in battling environmental problems. They also provide a very effective means of supplying electricity to the isolated towns and settlements of small island countries. In February 1998, Japan sent an aid survey team to Vanuatu to assess its community power needs and explore the feasibility of exploiting renewable energy resources to foster community development and improve the local standard of living.

These study findings prompted the government of Vanuatu to ask Japan for technical cooperation. In May 1999, Japan sent a team to the island nation to conduct a preliminary project survey, and also began working on the necessary aid frameworks. Technical cooperation in putting together the system maintenance framework is currently in progress.

The pilot project will install small solar generating units in the homes in four selected model villages, and have the energy unit of the Ministry of Lands, Geology, Winds, Energy, Environment and Water Resource of Vanuatu work together with villagers in providing system maintenance while sustaining their economic self-reliance. In terms of protecting the environment as well as providing an effective means of electrification for isolated island countries like Vanuatu, renewable energy technologies seem destined to assume growing importance in the years ahead.



Villagers and Japanese experts celebrating the installation of a solar panel in Emoa, Vanuatu.
Les villageois heureux de l'installation des panneaux solaires et les experts japonais (Village de Emoa, à Vanuatu)

Coopération dans le domaine de l'énergie recyclable à Vanuatu (système de génération électrique par énergie solaire)

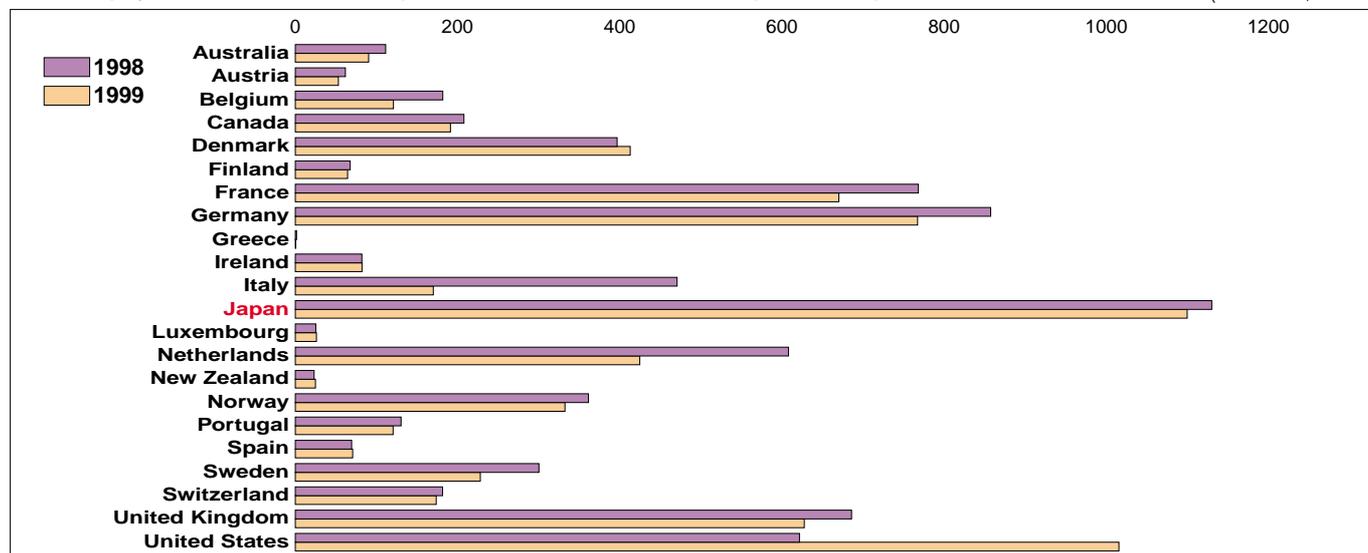
Les énergies recyclables sont produites en utilisant des énergies naturelles, comme les rayons solaires ou la force des vents et jouent un rôle important en tant que solution aux problèmes de l'environnement. Dans les pays insulaires, par exemple, où le réseau électrique est souvent complexe à établir, l'électrification des villages au moyen d'énergies recyclables s'avère extrêmement efficace. C'est sur cette base que le Japon a effectué, au mois de février 1998, une étude sur la situation de l'électricité dans les villages de Vanuatu et dépêché à cet effet une mission d'étude afin de rechercher les possibilités et les orientations de l'utilisation des énergies recyclables en vue de développer le milieu rural et d'améliorer le niveau de vie de la population.

Le gouvernement de Vanuatu a reçu le rapport d'étude et effectué une requête d'assistance technique auprès du gouvernement du Japon qui a envoyé, à partir du mois de mai 1999, une mission d'étude préliminaire du projet, déterminé le cadre de la coopération et accordé une coopération technique pour la mise en place d'un système de gestion et d'entretien qui est actuellement en cours d'exécution.

Ce projet consiste à placer, dans des foyers de quatre villages modèles, de petites unités de générateurs solaires dont la gestion et l'entretien sont effectués conjointement par la Direction de l'électricité du gouvernement et par les villageois eux-mêmes tout en maintenant leur autonomie sur le plan économique. Du point de vue de la préservation de l'environnement, les énergies recyclables, en tant que moyen d'électrification effective dans les régions des pays insulaires comme Vanuatu, prendront désormais une importance croissante.

DAC Countries' Bilateral ODA Disbursements for LLDCs Evolution des aides publiques au développement bilatérales des principaux pays du CAD vers les pays les moins avancés (basée sur le montant net des paiements)

(Unité : US\$ million)



Source: OECD/DAC online data system

An Anti-Malaria Program for Improvements in the Health of Zambian Children

To help the Zambian government mount an effective anti-malaria campaign, Japan and other leading donor countries and institutions decided to explore avenues for collaboration through negotiations at the local level and furnish aid for programs in the priority districts of Chipata, Lundazi, and Chama in the Eastern Province, Kitwe District in Copperbelt Province, and Samfya District in the Luapula Province. To strengthen and expand anti-malaria programs in these priority areas, in March 1999 Japan decided to supply the Zambian government with pesticide-treated mosquito nets, malaria drugs, and medical equipment for the diagnosis and treatment of malaria. The mosquito nets supplied by Japan were to be distributed with USAID financing and technical assistance to citizens in the three eastern state districts. In parallel with the Japanese aid, USAID-led programs have been implemented in Kitwe to develop water drainage infrastructure and convert swampland areas that serve as breeding grounds for malarial mosquito species. Also, UNICEF has teamed up with the local health council in Samfya for educational campaigns that are designed to improve public awareness of malaria countermeasures.

It is anticipated that these efforts will help malaria-prevalent areas of Zambia establish sustainable malaria prevention systems and thereby foster improvements in the health of Zambia's children.



Citizen using a mosquito net distributed with UNICEF financing (in the Samfya district of Luapula Province).
Utilisation d'une moustiquaire distribuée à titre onéreux par l'UNICEF (dans le district de Samfya du département de Luapula, Zambie)

Aide pour l'amélioration de la santé des enfants de Zambie

- Un programme contre le paludisme -

Afin de fournir au gouvernement de Zambie une aide pour son programme de lutte contre la malaria, les pays donateurs - parmi lesquels le Japon - ainsi que les organisations internationales ont étudié les possibilités d'action concertée par le biais de discussions au niveau local et apporté leur assistance aux programmes dans les districts prioritaires de Chipata, Lundazi et Chama dans le département de l'est, le district de Kitwe dans le département de Copperbelt et le district de Samfya dans le département de Luapula. Afin de renforcer et d'étendre les programmes contre la malaria dans ces régions prioritaires, le gouvernement du Japon a décidé, en mars 1999, de fournir au gouvernement de Zambie des moustiquaires traitées aux pesticides, des médicaments contre le paludisme ainsi que des équipements médicaux pour le diagnostic et le traitement de la paludisme. Les moustiquaires fournies par le Japon seront distribuées aux villageois de ces trois régions de l'est avec le financement et l'assistance technique de l'USAID. En outre, dans le district de Kitwe

du département de Copperbelt, parallèlement à l'aide du Japon, des programmes menés par l'USAID ont été mis en œuvre afin de développer les installations de drainage et d'aménager les zones marécageuses, terrains de prédilection des moustiques provoquant le paludisme. Dans le district de Samfya du département de Luapula également, l'UNICEF a mis en place, en coopération avec le comité de santé local, des activités d'éducation des villageois vis-à-vis des mesures contre le paludisme. Ces efforts contribueront probablement à la constitution de systèmes de prévention durable contre le paludisme dans les régions infestées par cette maladie et amélioreront par conséquent la santé des enfants de Zambie.

Tying Status of DAC Countries Bilateral ODA Etat de liaison des APD bilatérales des pays du CAD

(Commitment bases, %)

Country	Untied		Country	Untied	
	1999	1998		1999	1998
Norway	99.1	89.8	Denmark	70.8	81.4
Switzerland	96.8	71.7	France (3)	66.8	71.7
Portugal	96.6	82.6	Austria	39.8	65.1
Japan	96.4	93.6	Belgium (3)	39.0	68.6
Luxembourg	96.1	94.0	Canada	29.6	34.5
Netherlands	94.1	85.9	Spain (2)	26.1	26.1
United Kingdom (4)	91.8	79.6	Italy	22.6	63.9
Sweden	91.5	79.3	Greece	3.3	-
Australia	86.7	92.8	United States	28.4
Germany	84.7	86.5	Ireland
Finland	84.7	78.6	New Zealand
DAC (Total Average)				83.8	72.2

Source : 2000 DAC "Development Co-operation"

Notes : 1. Due to rounding the figure do not necessarily total 100. 2. 1998 data 3. Excluding technical cooperation and administrative costs (except for Belgium) 4. Actual bilateral figures.

3

Debt relief Allègement de la dette

Highlights

- (1) Japan has announced its willingness to forgive all ODA and non-ODA debts owed by the HIPCs (Heavily Indebted Poor Countries), including 31 LDCs, under an international arrangement.
- (2) Thus far 22 HIPCs, including 17 LDCs, have reached their decision points under the enhanced HIPC Initiative. Japan's debt cancellation for these countries will reach \$3.8 billion, one of the largest among the G8 countries.
- (3) Japan has committed a \$200 million contribution to the World Bank's trust fund to provide funds needed for debt relief by international financial institutions.

* HIPCs were defined by the IMF and the World Bank in 1996 as follows:

* Countries with a 1993 per capita GNP of \$695 or less.

* Countries with a total amount of debt exceeding 220 % annual export value or 80% of GNP, as of 1993.

Points essentiels

- (1) Le Japon a déclaré qu'il annulerait, conformément au cadre international, la totalité des dettes APD ainsi que des dettes non-APD des pays pauvres très endettés, dont 31 des pays les moins avancés.
- (2) A l'heure actuelle, 22 pays pauvres très endettés, parmi lesquels 17 PMA, ont atteint leurs points de décision au titre de l'Initiative PPTTE. Le montant d'annulation de la dette de ces pays par le Japon atteindra 3,8 milliards de dollars, un des montants les plus importants parmi les pays du G8.
- (3) Le Japon a déclaré qu'il contribuerait jusqu'à un montant de 200 millions de dollars aux fonds en dépôt de la Banque mondiale en tant que subvention financière nécessaire pour l'annulation de la dette par les institutions financières internationales.

* Pays pauvres très endettés : pays reconnus comme tels par le FMI et la Banque mondiale en 1996 sur la base des critères suivants.

* PNB inférieur à 695 dollars par habitant et par an en 1993

* Montant total de la dette supérieur à 2,2 fois au montant annuel des exportations ou à 80% du PNB, en valeur réelle en 1993

Enhanced HIPC Initiative

Debt relief for HIPCs is to be expanded mainly by:

* Canceling all ODA loans; and

* Canceling in principle 90% of non-ODA loans.

22 HIPCs, including 17 LDCs, have reached their decision points under the enhanced HIPC Initiative by the end of 2000. Japan's debt relief for the 22 countries will reach U.S.\$ 3.8 billion, one of the largest amounts among the G8 countries.

Initiative élargie pour les pays pauvres très endettés

Elargissement de l'annulation de la dette vers les pays pauvres très endettés.

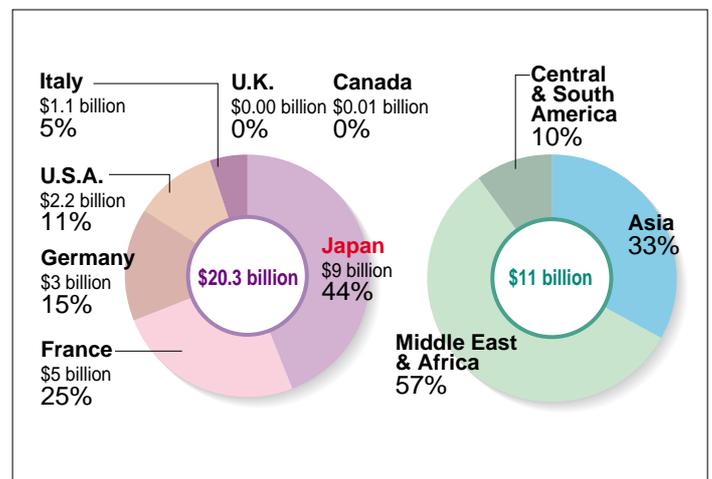
* Annulation à 100% de la dette APD

* Annulation à 90% de la dette non-APD

22 pays pauvres très endettés, parmi lesquels 17 PMA, ont atteint leurs points de décision au titre de l'Initiative PPTTE à la fin de l'an 2000. Le montant d'annulation de la dette de 22 pays par le Japon atteindra 3,8 milliards de dollars, un des montants les plus importants parmi les pays du G8.

Balances of G-7's bilateral ODA loans to HIPCs
Solde de la dette APD bilatérale des pays pauvres très endettés vis-à-vis des pays du G7

Balances of Japan's official loans to HIPCs
Solde de la dette officielle des pays pauvres très endettés vis-à-vis du Japon



4 Cooperation to Africa

La coopération en Afrique

Highlights

- (1) Of the 49 LDCs involved, 34 are African countries.
- (2) The Tokyo International Conference on African Development (TICAD) was held twice, in 1993 and 1998, to discuss ways of African development.
- (3) A ministerial-level meeting on African development is scheduled to be held in Tokyo in December 2001 in preparation for TICAD III in the future.
- (4) In January 2001, former Prime Minister Yoshiro Mori visited African countries for his first round of summit meetings with foreign leaders at the start of the 21st century. During the tour, the prime minister stated that Japan will promote cooperation with Africa, with support for development and conflict prevention/refugee aid as if they were two wheels of the cart.

Points essentiels

- (1) 34 des 49 pays les moins avancés sont des pays africains.
- (2) Le Japon a organisé à deux reprises, en 1993 et 1998, la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) afin de discuter des moyens de développement de l'Afrique.
- (3) Une réunion ministérielle sur le développement de l'Afrique se tiendra à Tokyo en décembre 2001, en vue de la préparation de la future TICAD III.
- (4) Ancien Premier ministre MORI, a visité plusieurs pays africains en janvier 2001 pour sa première visite du 21^{ème} siècle et déclaré que le Japon mènerait désormais la coopération vis-à-vis de l'Afrique s'appuyant sur deux axes, l'aide au développement, d'une part, et les actions pour la prévention des conflits et en faveur des réfugiés d'autre part.

1. TICAD process



(1) In 1993 Japan held the TICAD I (First Tokyo International Conference on African Development) under the joint auspices of the UNDP/OSCAL, and the Global Coalition for Africa. Delegates from African countries and donor countries, as well as these international organizations, exchanged views on problems facing Africa. They adopted the Tokyo Declaration stressing the need for international support to Africa. At the same time, however, the declaration made it clear that Africa's problems

1. Processus de la TICAD

(1) En 1993, le Japon a organisé conjointement avec les Nations Unies (PNUD, OSCAL) et la Coalition Mondiale pour l'Afrique, la première Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD I) pour de francs échanges de vues entre les pays africains, les pays donateurs et les organisations internationales sur les problèmes auxquels l'Afrique est confrontée et à l'issue de cette conférence a été adoptée la Déclaration de Tokyo. Cette déclaration insiste sur l'importance de l'assistance de la communauté internationale aux pays africains et affirme que les problèmes de l'Afrique ne peut pas être résolu par l'aide, dont l'étendue dépend de mesures prises par les pays africains eux-mêmes.

(2) La deuxième conférence (TICAD II) s'est tenue en 1998 à Tokyo, avec la participation de 80 pays (51 pays d'Afrique, 11 pays d'Asie ainsi que 18 pays d'Amérique du Nord et d'Europe), d'organisations internationales et d'ONGs. Lors de cette conférence, les participants ont partagé le même point de vue selon lequel l'appropriation (ownership) par l'Afrique elle-même et le partenariat (partnership) de la

could not be resolved through aid alone and that the extent of aid depended on responses by African countries.

(2) In 1998 TICAD II was held with the participation of 80 countries (51 from Africa, 11 from Asia and 18 from North America and Europe) and of international organizations and NGOs. At the plenary session delegates shared the common perception that ownership by Africa itself and partnership by the international community are necessary to reduce poverty and improve the living standard in the region. The conference adopted the Tokyo Agenda for Action (TAA) setting numerical targets in three areas: social development, economic development and basic foundation for development (such as good governance and conflict prevention). In respect of the TAA targets, Japan and other co-organizers of TICAD II are taking steady follow-up action.

(3) In preparation for possible TICAD III in the future, a ministerial-level meeting on African development is scheduled for December 2001 in Tokyo. Japan's priorities concerning the TICAD process are the following three:

- * Positioning TICAD preferentially as a forum in which Africans can discuss development strategies for Africa itself.

- * Developing South-South cooperation.

- * Promoting cooperation on infectious diseases such as AIDS and cooperation in information and communications technology (IT).

<Examples of follow-ups on TICAD II>

(1) The Government of Japan (GOJ) has set a goal of providing approximately ¥90 billion in grant aid over 5 years to Africa in the sectors of education, health and medical services and water resources.

(Examples of projects in African LDCs)

- * A project formulation advisor on education was sent to Mozambique in June 1999 (participation in education-related donor meetings/project formulation).

- * A project formulation advisor on education and health and medical services was sent to Ethiopia in July 1999.

- * Project formulation study on health and medical projects was done in Mali, Mauritania, Niger, and Burkina Faso in February-March 1999.

- * Project formulation study on water supply projects was done in Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Burkina Faso, Chad, and Cameroon was done from March to June 1999.



A member of the Japan Overseas Cooperation Volunteers (JOCV) teaches physics and mathematics to his Zambian students.

Un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger enseignant la physique et les mathématiques en compagnie de ses élèves en Zambie.

Photo: Japan International Cooperation Agency (JICA)



communauté internationale sont nécessaires en vue d'alléger la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie. A l'issue de cette conférence a été adopté le programme d'action de Tokyo, dans lequel des objectifs chiffrés ont été fixés dans les trois domaines suivants : le développement social, le développement économique et la mise en places des bases du développement (bonne politique, prévention des conflits, etc.). Les objectifs indiqués dans ce programme d'action seront suivis de manière effective par les co-organisateur de la conférence TICAD II dont le Japon.

(3) Une réunion ministérielle sur le développement de l'Afrique est prévue à Tokyo en décembre 2001 en vue de la préparation de la future conférence TICAD III (dont l'organisation est en cours d'étude). Le Japon souligne l'importance des trois points suivants dans le processus de la TICAD

- * Positionner la TICAD comme forum privilégié où les Africains peuvent parler des stratégies de développement élaborées par eux-mêmes

- * Poursuivre la coopération Sud-Sud

- * Coopérer dans la lutte contre le SIDA et les autres maladies infectieuses ainsi que dans le domaine des technologies de l'information

< Exemples de mesure de suivi de la TICAD II >

(1) Le gouvernement du Japon s'est fixé pour objectif de fournir à l'Afrique une aide financière non-remboursable d'environ 90 milliards de Yen sur cinq ans dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services médicaux et des ressources en eau.

(Exemples de projets dans les pays les moins avancés en Afrique)

- * Un conseiller pour la formation des projets sur l'éducation a été envoyé en Mozambique en juin 1999 (participation aux réunions des donateurs et formation des projets en relation avec l'éducation).

- * Un conseiller pour la formation des projets sur l'éducation, la santé et les services médicaux a été envoyé en Ethiopie en juillet 1999.

- * Des études sur la formation des projets dans le secteur de la santé et des services médicaux ont été menées au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso en février-mars 1999.

- * Des études sur la formation des projets dans le secteur de l'approvisionnement en eau ont été conduites en Mozambique, au Zimbabwe, au Malawi, au Burkina Faso, au Tchad et au Cameroun de mars à juin 1999.

(2) Coopération financière non-remboursable pour l'allègement de la dette

Durant la TICAD II qui s'est tenue en octobre 1998, le Japon a annoncé qu'il accorderait une aide plus importante pour l'allègement de la dette. En prolongement de cette déclaration, le Japon a

(2) Grant aid cooperation for debt relief

At TICAD II held in October 1998, Japan announced that it would extend more debt-relief grant aid. In line with this announcement, Japan increased the amount of debt-relief grants for yen loans up to the end of fiscal 1997 (previously the end of fiscal 1987) to five LLDCs (Uganda, Tanzania, Malawi, Mauritania, and Kenya). Japan also decided to extend debt-relief grants for yen loans agreed from fiscal 1988 to the end of fiscal 1997 to two new LLDCs (Mali and Zambia). Now, Japan has extended debt-relief grants to 22 LLDCs.

To cover this increase of debt-relief grant aid announced at TICAD II, the GOJ earmarked in its 2000 budget approximately ¥4.5 billion for debt-relief grants to African LLDCs. Japan has steadily extended debt-relief grants to those countries that have repaid loans up to now.

(3) Support for the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) projects (promotion of self-reliance of returnees)

Japan is supporting micro-finance projects of the UNHCR for the establishment of small-scale businesses to promote the reintegration of returnees in Zambia, Liberia, Sierra Leone, Mali, Uganda, Rwanda, and Togo through its contribution of US\$1.5 million to UNHCR in 1998.

2. Former Prime Minister Mori visited sub-Saharan Africa

Former Prime Minister Mori became the first incumbent Japanese prime minister to visit sub-Saharan Africa as he toured the region under the recognition that, in his word, "there will be no stability and prosperity in the world in the 21st century unless the problems of Africa are resolved." In his policy speech on Japan's basic philosophy regarding cooperation with Africa, which he delivered in South Africa, former Prime Minister Mori conveyed the message that Japan would address support for development and conflict prevention/refugee aid as if they were two wheels of a cart, and upon cooperating with Africa and Japan would enhance Japan-Africa relations based on mutual exchange. Former Prime Minister Mori emphasized the importance of dialogue with leaders of developing countries in tackling challenges embraced by the international community, best exemplified by meetings with the leaders of African nations, which took place under the initiative of the former Prime Minister on the occasion of the G8 Kyushu-Okinawa Summit in July 2000 and the United Nations Millennium Summit in September 2000.



Former Prime Minister Yoshiro Mori and Former UN High Commissioner for Refugees Sadako Ogata visiting a refugee camp in Kenya.

M. MORI, ancien Premier ministre visitant un camp de réfugiés à Kakuma, au Kenya, en compagnie de Mme Sadako OGATA, ancien Haut commissaire aux réfugiés des Nations Unies.

Photo: Cabinet Public Relations Office



A Nigerian rural water-supply project funded by Japanese grant aid.
Le Projet d'approvisionnement en eau rural au Niger, réalisé avec une aide financière non-remboursable du Japon
Photo : JICA

augmenté le montant des aides pour l'allègement de la dette concernant les emprunts en Yen allant jusqu'à la fin de l'exercice 1997 (auparavant, fin de l'exercice 1987) à cinq des pays les moins avancés (Ouganda, Tanzanie, Malawi, Mauritanie et Kenya). Le Japon a également décidé d'accorder des aides pour l'allègement de la dette concernant des emprunts en Yen allant de l'exercice 1988 jusqu'à la fin de l'exercice 1997 pour deux nouveaux PMA (Mali et Zambie). Par ailleurs, le Japon a accordé des aides pour l'allègement de la dette à 22 PMA.

Afin d'augmenter l'aide pour l'allègement de la dette annoncée lors de la TICAD II, le Gouvernement du Japon a assigné environ 4,5 milliards de Yen de son budget de l'an 2000 pour des dons destinés à l'allègement de la dette dans les PMA en Afrique. Le Japon a accordé de manière constante des aides pour l'allègement de la dette aux pays ayant remboursé leurs emprunts jusqu'à maintenant.

(3) Soutien aux projets du Haut Commissaire aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) (promotion de l'indépendance des rapatriés)

Le Japon apporte son soutien à des projets micro-financiers de l'UNHCR pour l'établissement de petites entreprises afin de promouvoir le retour des rapatriés en Zambie, au Libéria, en Sierra Leone, au Mali, en Ouganda, au Rwanda et au Togo par une contribution de 1,5 millions de dollars US à l'UNHCR en 1998.

2. Visite du ancien Premier ministre MORI en Afrique

C'est de la conviction de M. MORI selon laquelle le monde du 21^{ème} siècle ne connaîtra la stabilité et la prospérité que si les problèmes de l'Afrique sont résolus qu'il a effectué pour la première fois en tant que ancien Premier ministre japonais en exercice, une visite dans les pays de l'Afrique sub-saharienne (Afrique du Sud, Kenya et Nigeria) au mois de janvier de cette année.

Dans son discours sur la politique africaine du Japon, il a déclaré que la coopération en Afrique serait promue en s'appuyant sur deux axes, l'aide au développement, d'une part, et les actions pour la prévention des conflits et en faveur des réfugiés d'autre part.

En outre, a été souligné l'importance du dialogue avec les pays en voie de développement pour relever les défis de la communauté internationale, en poursuivant, les entretiens avec les dirigeants des pays africains réalisés sur l'initiative du ancien Premier ministre à l'occasion du sommet de G8 de Kyushu-Okinawa et du sommet du millénaire des Nations unies.

5 Other areas Autres secteurs

1. IT cooperation

(1) Specific actions to bridge the digital divide are to be studied at the Digital Opportunity Workshop (Dot Force), the establishment of which was proposed in the Okinawa Charter on Global Information Society adopted at the Kyushu-Okinawa Summit. A report is to be submitted to the G8 summit to be held in Genoa, Italy.

(2) To bridge the digital divide Japan will work out measures for comprehensive cooperation worth \$15 billion in ODA and non-ODA in the next five years.

* An IT mission was sent to Cambodia in November 2000 for government-to-government talks as a prerequisite step in developing specific measures for cooperation. Prime Minister Hun Sen and Cabinet ministers in charge of IT projects attended the talks. The two sides confirmed the importance of continuing step-by-step cooperation in the areas of communications infrastructure and human resources development as ways of promoting Japanese assistance to Cambodia.

2. Infectious diseases

(1) Japan commits \$3 billion over the next five years under the Okinawa Infectious Diseases Initiative, which was adopted at the Kyushu-Okinawa Summit.

(2) The Okinawa International Conference on Infectious Diseases was held in December 2000 with the participation of delegates from 60 countries, including LDCs, and international organizations.

(Japanese programs for LDCs)

- HIV/AIDS control

* Japan-US joint project formulation missions to Tanzania

Japan and the US have recently reached an agreement to dispatch a joint project formulation mission to Tanzania early 2001 to focus their efforts on stemming the infectious and parasitic diseases such as HIV/AIDS and improving maternal and child health. Japan and the US sent the joint project formulation mission on population and HIV/AIDS to Zambia, Bangladesh and Cambodia under the US-Japan Common Agenda. Joint mission to Cambodia which was sent just before the G8 Kyushu-Okinawa Summit identified HIV/AIDS, TB, co-infection of HIV and TB, malaria and other infectious diseases and maternal and child health as priority areas of the country for future Japan-US cooperation.

* US\$ 600 thousand of technical assistance to capacity building for HIV/AIDS prevention and control in Cambodia (ADB Japan Special Fund (JSF) financing)

1. Coopération en technologie informatique (IT)

(1) Dans les groupes de travail sur les opportunités numériques (dot force) dont l'établissement a été proposé dans la Charte d'Okinawa sur la société mondiale informatisée adoptée lors du Sommet de Kyushu-Okinawa, des actions concrètes en vue de combler les différences informatiques au niveau international sera étudiées et un rapport sera présenté par le Japon lors du sommet de Gênes.

(2) Le Japon a préparé des mesures de coopération globale en attribuant environ 15 milliards de dollars de fonds publics (APD et non-ADP) durant les cinq prochaines années afin de combler les différences informatiques.

* Une mission IT a été dépêchée au Cambodge en novembre 2000 afin de mener des entretiens sur les mesures préalables pour le développement concret de l'aide mentionnée ci-dessus. Des discussions ont eu lieu avec le Premier ministre Fun Sen ainsi que les dirigeants gouvernementaux en relation avec le secteur informatique. L'importance de la poursuite d'une coopération par étape pour la création des infrastructures de communications et la formation des ressources humaines a été confirmée en tant qu'orientation de l'aide au Cambodge dans les années à venir.

2. Maladies contagieuses

(1) Dans l'Initiative d'Okinawa contre les maladies contagieuses adoptée lors du sommet de Kyushu-Okinawa, une aide de 3 milliards de dollars durant les cinq prochaines années a été déclarée par le Japon.

(2) Le Japon a organisé en décembre 2000 la Conférence internationale d'Okinawa sur les mesures contre les maladies contagieuses, regroupant les représentants de 60 pays - dont des pays les moins avancés - et organisations.

< Interventions concrètes du Japon vis-à-vis des pays les moins avancés >

- Mesures contre le virus HIV/SIDA

* Envoi d'une mission d'étude américano-nipponne
Le Japon et les Etats-Unis ont décidé d'un commun accord d'envoyer en Tanzanie au début 2001 une mission d'étude pour la formulation de projets conjoints ayant pour objectif les mesures contre les maladies contagieuses et parasitaires comme le virus HIV/SIDA, ainsi que l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant. Les deux pays, sur la base de l'Agenda conjoint américano-nippon, ont dépêché actuellement des missions d'étude pour la formulation de projets conjoints



A Japanese expert gives technical guidance in a Tanzanian public hygiene class.

Experts japonais chargés de la formation technique en matière d'hygiène publique en Tanzanie

Photo: JICA



Yemen's national tuberculosis research institution, the construction of which was financed by Japanese grant aid.

Centre National de recherche sur la tuberculose au Yémen construit avec une aide financière non-remboursable du Japon

Photo: JICA

Japan decided to provide technical assistance to Cambodia through the JSF financing (US\$ 600 thousand) to build capacity and improve the effectiveness of the Government response to the HIV/AIDS epidemic in the country. Specific components of TA are strengthening multi-sectoral and provincial responses to the epidemic and analysis of surveillance data to identify risk factors, trends in transmission and patterns of the epidemic.

- Tuberculosis control

* US\$ 5.45 million project for the southern Yemen TB control programme

In Yemen, there are about 12 thousand registered TB patients and about 5 thousand people are newly infected with TB every year. Japan has extended various grant aid totalling approximately \$ 23 million and project-type technical assistance for assisting Yemen's national TB control programmes, and recently decided to provide grant aid up to US\$ 5.37 million for the project for expansion of TB control in the southern Yemen. Japan's assistance is used for the construction of the TB control center in Aden for training, and diagnostic and research activities. Furthermore, Japan also provided grant assistance (US\$ 76 thousand) for grassroots projects for the rehabilitation of the TB ward of Aden hospital.

relatifs aux mesures démographiques et contre le SIDA en Zambie, au Bangladesh et au Cambodge. La mission d'étude conjointe envoyée au Cambodge immédiatement avant la tenue du sommet de Kyushu-Okinawa a déterminé le virus HIV/SIDA, la tuberculose, la tuberculose-HIV, le paludisme et les autres maladies contagieuses et parasitaires ainsi que la santé de la mère et de l'enfant, en tant que secteurs d'intervention prioritaire de la coopération américano-nipponne à l'avenir.

* Une aide de 600.000 dollars pour le renforcement des capacités du Cambodge contre le virus HIV/SIDA

Le Japon, par l'intermédiaire du fonds d'affectation spécial du Japon de la Banque de Développement de l'Asie, a décidé d'accorder une assistance technique d'un montant de 600.000 dollars afin de renforcer les capacités du gouvernement pour lutter contre le virus HIV/SIDA et d'augmenter les résultats obtenus. Le contenu concret de l'assistance technique porte, d'une part, sur le renforcement des capacités transversales par secteur de la lutte contre ce problème ainsi que des capacités de lutte dans les régions, et d'autre part, sur la collecte de données de surveillance et l'analyse des tendances et des motifs du virus HIV/SIDA qui permettront d'identifier les causes de danger.

-Lutte contre la tuberculose

* Une aide de 5.450.000 dollars pour le programme de lutte contre la tuberculose dans le Sud du Yémen.

Le Japon a accordé une aide financière non-remboursable d'un montant total d'environ 23 millions de dollars ainsi qu'une assistance technique de type projet afin de soutenir le programme de lutte contre la tuberculose du gouvernement du Yémen. Par ailleurs, une aide financière non-remboursable avec un montant plafond de 5,37 millions de dollars a été accordée au plan d'élargissement des mesures contre la tuberculose dans le Sud du Yémen. Cette aide sera affectée à la construction d'un Centre anti-tuberculeux à Aden, pour la formation et la pratique du personnel ainsi que pour les examens et les recherches sur cette maladie. En outre, une aide au niveau local de 76.000 dollars sera en outre accordée pour le projet de réparation du pavillon des tuberculeux de l'hôpital d'Aden.

3. Aide pour la prévention des conflits et pour les réfugiés

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays du G8 qui s'est tenue à Miyazaki l'an dernier, l'Initiative de Miyazaki du G8 pour la prévention des conflits a été élaborée et constitue le premier engagement concret des pays du G8 dans les cinq différents secteurs des armes petit modèle, des

3. Conflict prevention and refugee support

The G8 Initiative Concerning Conflict Prevention was worked out at the G8 foreign ministers meeting held in Miyazaki, Kyushu, in 2000. In the initiative, the G8 for the first time spelled out five areas in which they will take action to prevent conflicts. The areas are small and light weapons, conflict and development, illicit trade in diamonds, children in armed conflict and international civilian police.

(Japanese programs for LDCs)

* In Cambodia, Japan conducts "Weapons for Development" projects in collaboration with the EU and the United Nations. Of the program which offers developmental assistance in exchange for the surrender of weapons, Japan's grant assistance for grassroots projects is already under way on a bilateral basis. In addition, Japan is currently holding talks with relevant authorities on the use of its contributions to the U.N. small arms fund to finance such projects.

* The Japan International Cooperation Agency (JICA) is cooperating with the UNHCR to close the gap between emergency refugee support and medium- and long-term support for recovery and development. In December 2000, JICA sent a research mission to Tanzania to form a project aimed at supporting recovery and development in areas that receive refugees.

4. Human Security

Human Security is a perspective to strengthen efforts to cope with threats to human lives, livelihoods, and dignity. Nowadays, we find various types of threats to human lives, livelihoods and dignity such as environmental degradation, illicit drugs, transnational organized crimes, poverty, exodus of refugees, infectious diseases like HIV/AIDS and anti-personnel landmines. In order to ensure "Human freedom and potential" under these circumstances, it is essential to address various issues with a focus on "Human Security."

In March 1999, Japan funded the "UN Trust Fund for Human Security" at the UN Secretariat with the initial contribution of \$4.6 million. In the same year, it further provided \$55 million through the Fund for the restoration of Kosovo and return of its refugees as well as assistance for East Timor. This year Japan made another increase of the Fund of \$24 million. The amount of total contributions has amounted up to \$84 million. In addition to that, on the occasion of the UN Millennium Summit, Prime Minister Mori announced Japan's intention to make a further contribution to this fund, of a possible size of roughly \$100 million.

conflits et du développement, de la vente illégale des diamants, de l'éducation des enfants pendant les conflits et de la police civile internationale.

< Interventions concrètes du Japon vis-à-vis des pays les moins avancés >

· Au Cambodge, un programme fournissant une aide au développement en échange de la remise spontanée des armes (des armes pour le développement) a été mis en œuvre en coopération avec l'Union Européenne et les Nations Unies. Dans le cadre de ce programme, le Japon offre non seulement son aide au niveau local par le biais de projets gratuits exécutés en fonction d'une coopération bilatérale, mais utilise également le Fonds pour les armes petit modèle souscrit auprès des Nations Unies afin d'œuvrer à la réalisation concrète de ce programme grâce à une concertation avec toutes les personnes concernées.

· Afin de combler les différences entre l'aide urgente aux réfugiés et l'aide au développement à moyen et long terme, l'Agence Japonaise de Coopération internationale (JICA), en coopération avec le Haut commissaire aux réfugiés de l'ONU, a dépêché en décembre 2000 en Tanzanie une mission d'étude pour la formation de projets afin de soutenir le développement et la restauration des régions d'accueil des réfugiés.

4. Sécurité humaine

La sécurité humaine est une notion ayant pour objectif de renforcer les engagements vis-à-vis des menaces contre l'existence, la vie et le respect des humains.

A l'heure actuelle, divers problèmes tels que la pauvreté, la destruction de l'environnement, la drogue, les organisations criminelles internationales, les maladies contagieuses comme le SIDA par exemple, les conflits, les réfugiés et les grenades anti-personnelles constituent une menace pour la sécurité humaine. Afin de garantir la liberté et les possibilités de l'homme dans ce contexte, il est essentiel de s'attaquer à ces différents problèmes en s'attachant individuellement à chaque personne du point de vue de la sécurité humaine.

En mars 1999, le Japon a établi « le Fonds pour la sécurité humaine », au sein des Nations Unies avec un montant d'environ 500 millions de Yen. Il a par la suite effectué un don d'environ 6,6 milliards de Yen pour l'aide au rapatriement des réfugiés du Kosovo et pour l'aide de restauration de Timor oriental, et une contribution de 2,5 milliards de Yen a été effectuée dans le budget pour l'an 2000.

En outre, dans son discours lors du sommet du millénaire des Nations Unies, M. MORI, Premier ministre du Japon, a annoncé qu'il envisageait d'accorder, dans un futur proche, une aide d'environ 10 milliards de Yen qui viendrait s'ajouter au plus de 9 milliards de Yen déjà accordés.